

L'ÉTAT PRÉDATEUR ET LE MOUVEMENT CITOYEN MONDIAL : RETOUR DE PORTO ALEGRE.

Dorval Brunelle

Février 2003-02-12

Le Forum social mondial (FSM) qui s'est tenu pour la troisième année consécutive à Porto Alegre au Brésil du 23 au 27 janvier 2003 a rassemblé cette fois-ci plus de 100 000 participants, deux fois plus que l'année précédente et dix fois plus que la première rencontre en 2001¹. Une telle progression ne va pas sans poser d'énormes problèmes d'organisation et de programmation, problèmes qui ont surgi avec force cette fois-ci, créant un chaos tel que les organisateurs eux-mêmes ont été la cible d'une manifestation dénonçant les failles dans la planification de l'événement et, en particulier, le fait que les programmes n'aient pas été disponibles avant le vendredi, soit plus d'une journée après l'ouverture officielle.

Ce sont des contraintes financières qui auraient été à la source de tous les problèmes, contraintes liées au changement de garde survenu lors des élections dans l'État de Rio Grande do Sul où le représentant du Parti des travailleurs (PT) a été défait et remplacé par le gouverneur Germano Rigotto du Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB) lors des dernières élections². Mais cela n'explique pas tout. En effet, pour faire face à cette nuée de militantes et de militants, les organisateurs avaient prévu de répartir les activités entre cinq sites principaux ayant chacun leur fonction propre : les salles de cours et de conférences de l'Université catholique de Rio Grande do Sul (PUCRS) seraient consacrées aux ateliers, aux témoignages, à un tribunal et au réseautage; le Gigantinho, un stade pouvant contenir environ 15 000 personnes, serait réservé aux événements dits « grand public », c'est-à-dire aux grandes conférences et aux tables de controverses, le Cais do Porto où avaient été aménagées des salles pouvant contenir jusqu'à 1 000 personnes chacune, abriterait les panels thématiques, la Quinta Sala, abriterait des panels également et, enfin, le Camping de la jeunesse avec ses activités propres. Mais comme ces sites étaient passablement éloignés les uns des autres, il est arrivé que, pour minimiser les déplacements, les participants ont

choisi d'en privilégier quatre aux dépens des activités du Cais do Porto. Ce choix collectif a eu pour effet de contribuer à l'encombrement des activités tenues à l'université, c'est-à-dire les séminaires, colloques, rencontres et discussions, ainsi qu'à l'affluence au stade intérieur qui pouvait à peine contenir les foules entassées là, et à un délaissement des panels de discussions qui devaient se tenir dans les hangars du port aménagés à cette fin.

Mais à quelque chose malheur est bon et il faut espérer que ces difficultés d'organisation aient un effet désincitatif sur certains qui ne semblent pas avoir grand chose à faire là, sinon à errer comme des âmes en peine, et qui choisiront désormais de rester chez eux. Ceci dit, malgré les déconvenues, ce FSM a été, sans conteste, le plus impressionnant des trois à date pour plusieurs raisons : *premièrement*, à cause de l'atmosphère que dégageait cette foule passionnée qui vivait, chantait et dansait, dans l'euphorie de l'élection de Luis Ignacio Lula da Silva, « Lula », à la présidence du Brésil³; *deuxièmement*, à cause de la multiplication sans fin des angles et des perspectives critiques sous lesquels on a procédé à l'analyse de la globalisation des marchés et ce, malgré que le nombre des enjeux demeure, quant à lui, toujours limité à environ une douzaine⁴; *troisièmement*, à cause de toutes ces occasions qui sont offertes de rencontrer au moins une fois ces militants et ces militantes avec lesquels les uns et les autres correspondent entre les forums; *quatrièmement*, à cause de la possibilité d'obtenir une information directe concernant les causes profondes des crises au Venezuela et en Colombie, ou concernant la privatisation de l'eau en Bolivie, ou encore le comportement criminel de multinationales canadiennes au Chili, informations et analyses qui, ou bien ne sont pas disponibles, ou bien sont falsifiées par les pouvoirs en place et les médias; *cinquièmement*, enfin, à cause de ces deux moments de retrouvailles publiques entre Palestiniens et Israéliens d'un côté, entre Irakiens et Américains de l'autre.

Quelques données comparées peuvent permettre de saisir l'ampleur et la dimension de ce phénomène social sans précédent que représente la tenue du FSM III à Porto

Alegre en même temps que le Forum économique mondial (FEM) de Davos qui en était, quant à lui, à sa trente troisième édition.

	FSM III	FEM XXXIII
Participants	100 000	2 150
Pays	125	98
ONG	5 461	71
Délégués inscrits / invités	29 205	124
Activités / panels	1 500	250
Soldats	0	2 000
Policiers	50	3 000
Coût total / dépenses de sécurité <i>prévues</i> pour 2002*	23 millions \$US	6,9 millions \$US

* Le FEM, comme on le sait, n'a pas eu lieu à Davos en 2002, il a été déplacé à New York après que ces prévisions aient été faites. Ces chiffres sont sans doute inexacts. On se souviendra que, lors de la tenue du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, les coûts de la sécurité s'élevaient à 40,1 millions \$CAN, sans compter les dépenses de 2,4 millions \$CAN assumées par les pénitenciers.

Source : *Diverses sources*

Au niveau du contenu, le Conseil international (CI)⁵ du FSM avait, pour orienter les débats, organisé les activités autour des cinq grands thèmes suivants : (i) la démocratie et le développement soutenable; (ii) les principes et les valeurs, les droits humains, la diversité et l'égalité; (iii) le pouvoir politique, la société civile et la démocratie; (iv) l'organisation démocratique à l'échelle mondiale et la lutte contre la militarisation; (v) les médias, la culture et les alternatives à la globalisation hégémonique portée par les multinationales⁶.

L'innovation la plus intéressante du CI a été de prévoir une Grande Murale des Propositions d'Actions qui devait rassembler toutes les propositions issues des délibérations tenues lors des séminaires, tables rondes et autres *workshops*.

Le FSM et la politique

Il ne faut pas se méprendre sur le statut et la portée du FSM. Il ne s'agit pas d'une instance de délibération ni d'une organisation. La Charte des principes du FSM adoptée au lendemain du FSM I de 2001 établit clairement le sens de la démarche proposée. Il s'agit d'un lieu de rencontre qui favorise les débats d'idées, la formulation de solutions, d'alternatives et de pistes d'action, ainsi que la mise en réseau entre les associations et les mouvements de la société civile qui sont opposés à la mondialisation néo-libérale des marchés, à la domination du capital et à l'impérialisme, et qui sont engagés dans la construction d'une société planétaire plus humaine, respectueuse des droits et de l'environnement. Cette position de principe entraîne plusieurs conséquences : la première est que le forum est un lieu ouvert; la deuxième, qu'il s'agit d'un processus mondial, avec le résultat que la dimension internationale doit occuper une place importante dans l'organisation et dans les délibérations; la troisième, que le FSM favorise une mondialisation des solidarités par opposition à la mondialisation dans laquelle sont engagées les sociétés transnationales, ainsi que les gouvernements et les organisations internationales qui sont à leur service; la quatrième, que le FSM convoque des organisations et des mouvements de la société civile et qu'il n'entend pas

s'ériger en représentant de ces groupes, ou de quelque groupe que ce soit, de sorte que personne n'est autorisé à parler ou à intervenir au nom du FSM et à prétendre qu'il reflète l'opinion ou la volonté des participantes et des participants au forum, le FSM, précise la Charte à son article 6, n'étant pas un lieu de pouvoir; la cinquième, que le FSM doit se contenter de faciliter la circulation des décisions prises par les groupes, mais sans les hiérarchiser, les censurer ou les amender; la sixième, enfin, que le FSM est pluraliste, diversifié, non-confessionnel, non-gouvernemental et non-partisan, avec le résultat que ni les partis politiques ni les organisations militaires ne peuvent participer au forum; les chefs d'État ou les parlementaires invités le sont donc à titre personnel.

Cette réticence, voire cette méfiance vis-à-vis du politique et des classes politiques a sans doute son petit côté angélique, mais elle s'explique. En premier lieu, il faut se souvenir qu'au lendemain de la *Guerre froide*, les gouvernements en place ont renoncé à tirer leçon des ratés de l'État socialiste et de ceux de l'État-providence et, au lieu d'approfondir et d'universaliser une forme nouvelle et originale de démocratie sociale, ils ont plutôt cherché à profiter de l'occasion pour se lancer dans la construction d'un État dit « néo-libéral ». Or si certains partis politiques ont résisté à cette attraction, en revanche, les gouvernements s'y sont engouffrés avec une étonnante unanimité.

En deuxième lieu, en parfaite cohérence avec le type d'action qui était engagé au niveau national, un phénomène semblable se produisait au niveau international où l'on voyait les grandes organisations les unes après les autres souscrire aux dogmes du néo-libéralisme. Et malgré l'apparente ouverture dont a pu faire preuve l'Organisation des Nations Unies (ONU), ainsi que plusieurs de ses agences vis-à-vis des organisations et mouvements issus de la société civile qui étaient convoqués et invités à participer à des forums à Rio de Janeiro, à Beijing ou à Copenhague, chaque fois les réalisations tombaient à plat par rapport aux attentes suscitées. À la suite de ces expériences et de ces désillusions, de plus en plus de militantes et de militants

réclamaient la convocation d'un forum alternatif loin des velléités de consultation mises au point par les organisations internationales et les gouvernements nationaux.

En troisième lieu, enfin, la nouvelle alliance entre les gouvernements, les organisations internationales et les milieux d'affaires qui sous-tend le passage au néo-libéralisme élargit le cercle des prédateurs du bien commun qui inclut désormais les gouvernements eux-mêmes. Ce renversement de la position des gouvernements et des pouvoirs publics, qui correspond à la substitution du rôle de prédateur à celui de protecteur qu'ils assumaient auparavant, induit à son tour un déplacement de l'enjeu même de la défense des biens publics en dehors du périmètre des pouvoirs constitués. C'est donc bel et bien *par défaut* en quelque sorte que les acteurs de la société civile montent aux créneaux pour se porter à la défense et à la protection d'un patrimoine collectif, puisqu'ils assument, ce faisant, une position et un rôle que les pouvoirs en place n'arrivent plus à assumer. Ceci étant, il ne faut donc pas se surprendre ni jouer les étonnés devant la méfiance vis-à-vis du politique, tel qu'il est actuellement institué en tout cas, qui sous-tend de son côté l'action des organisations et autres groupes opposés à la mondialisation néo-libérale.

Une des conséquences les plus révélatrices de ce déplacement des fonctions des gouvernements est la situation paradoxale dans laquelle il place désormais les parlementaires qui ne savent plus très bien à quel dieu se vouer et qui cherchent à gagner une nouvelle légitimité en se rapprochant de la société civile, de ses organisations et mouvements. On en a une illustration assez éclairante dans le rapprochement en cours entre le Forum mondial des parlementaires et le FSM, illustration qui montre bien que la politique est aussi l'affaire de la société civile.

Cependant, il y aurait angélisme si cette méfiance vis-à-vis d'un ordre ou d'une classe politique se transformait en une posture qui prétendrait entretenir la méfiance à l'endroit du politique dans son ensemble. Cette posture appartient en propre à un courant philosophique libéral qui souscrit à une vision à la fois essentialiste et instrumentale du politique, une approche qui est intenable aussi bien sur les plans théorique et pratique, qu'aux niveaux du droit et de la science politique. Ni le politique ni la politique ne sont étanches; ils n'appartiennent pas en propre à une sphère ou à un ordre politique, ils traversent la société et son citoyen de part en part. C'est pourquoi l'on dit indifféremment de la société qu'elle est une *société civile* ou une *société politique*, tout comme on dit de l'individu qu'il est à la fois sujet de droit et citoyen. Les dimensions juridique et politique représentent les deux versants de la société, de ses membres, de leurs associations et autres entreprises et ce, malgré ce qu'en disent et en prétendent des auteurs comme Francis Fukuyama qui, dans son récent *The Great Disruption*, propose de lier la reconstitution de l'ordre social au développement d'un *capital social* placé en deçà de l'ordre politique⁷.

Ces rappels et précisions permettent de rendre compte du difficile rapport au politique dans lequel se trouvent placés les organisateurs du FSM et, par voie de conséquence, les participantes et les participants eux-mêmes. Ils permettent aussi de mettre en lumière les contradictions dans lesquelles on s'enferme chaque fois qu'on cherche à tracer une ligne claire entre ce qui est

politique et ce qui ne l'est pas, comme cela arrive quand on invite un personnage politique à titre personnel!

De plus, il faut aussi rappeler que le PT a joué un rôle capital dans la fondation et la mise sur pied du FSM, un fait qui vient encore compliquer les choses comme on le verra maintenant, puisque le moment fort par excellence du FSM III a sans aucun doute été celui de la visite de Lula qui est venu y puiser la légitimité pour défendre sa position politique « *Fome zero!* » au forum de Davos.

L'effet « Lula »

Malgré ce qui vient d'être dit et souligné concernant la méfiance et l'angélisme vis-à-vis du politique et de la politique, c'est en effet le discours prononcé par Lula devant plus de 80 000 personnes le 24 janvier dernier qui a été le clou du FSM III. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que cela se produisait, puisque Lula avait déjà participé à un panel au FSM I où il avait été chaudement accueilli par la foule. Mais cette fois-ci, bien sûr, il le faisait en tant que chef d'État; il intervenait à titre d'homme public et il aurait été malséant de le présenter autrement.

Les points saillants du discours du président Lula furent une condamnation de la guerre qui dénonçait implicitement la stratégie de la Maison Blanche face à l'Irak, la dénonciation du blocus que les États-Unis maintiennent depuis 40 ans contre Cuba, un engagement à renforcer le MERCOSUL afin d'accroître le pouvoir de négociation des pays du Sud face aux grands groupes économiques et, enfin, un plaidoyer en faveur d'un pacte mondial pour l'éradication de la faim et contre la pauvreté ainsi que l'exclusion sociale. Le président a également insisté sur le fait que la victoire du PT au Brésil représentait une victoire pour la gauche en Amérique latine et pour le socialisme partout dans le monde. Il a également promis de gouverner autrement et dénoncé, en les nommant, les pratiques des gouvernements Salinas de Gortari au Mexique, Fujimori au Pérou et Menem en Argentine. Dans ce dernier cas, la dénonciation venait à point nommé puisque la rumeur publique veut que Menem se présente à nouveau aux élections dans son pays; il faut croire que Lula faisait clairement savoir aux Argentins qu'il ne tenait pas particulièrement à l'avoir comme interlocuteur!

Le président du Brésil a été très habile en prononçant son discours à Porto Alegre; il était en quête de légitimité pour se présenter à Davos, non pas seulement comme président nouvellement élu d'un des grands pays du Sud, mais muni du titre de porte-parole des idéaux portés par les participantes et les participants du FSM. Le président Lula cherchait ainsi à accéder au statut de leader mondial et de défenseur de cet « autre monde possible » qui est la devise du FSM. Cette stratégie et cette démarche doivent être placées dans leur contexte : il est clair, comme le disait l'économiste Eric Toussaint en entrevue, que le gouvernement Lula n'aura pas les moyens de ses politiques à moins de remettre en question les contraintes financières qui s'abattent sur le Brésil à l'heure actuelle⁸. En se prononçant contre la guerre et pour l'ouverture d'un front contre la faim dans le monde, le président Lula mettait en pleine lumière l'absurdité du choix stratégique effectué ces derniers mois par les pays riches.

Seul l'avenir nous dira si ce passage *obligé* par la politique opéré de manière passablement survoltée et

tapageuse aura des retombées positives pour le FSM ou s'il affectera sa crédibilité et réduira sa marge de manœuvre à l'avenir. On a sans doute eu raison de craindre que les choses pourraient changer du tout au tout après que le président du Venezuela, Hugo Chavez, ait à son tour exprimé le souhait de rencontrer le délégué du FSM et de faire appel à la société mondiale afin de renforcer sa position par trop précaire à l'intérieur de son propre pays.

Mais on peut douter que ces interventions aient des effets dommageables pour deux raisons. La première est que l'effet Lula est intervenu en tout début de mandat alors que le président était en pleine lune de miel avec son peuple; or, ces choses-là ne durent pas et les réveils sont parfois brutaux. Il se pourrait alors que le rôle de mandataire du FSM que s'est arrogé Lula lors de son passage à Porto Alegre soit de courte durée. L'autre raison est que le FSM a pris une telle ampleur qu'il est difficile d'imaginer son plafonnement à ce moment-ci, d'autant que le FSM, ce n'est plus seulement Porto Alegre, c'est aussi la prolifération de forums du même genre un peu partout dans le monde à l'heure actuelle.

Les suites

Le phénomène sans doute le plus révélateur du succès du FSM est lié désormais à la multiplication des forums dans le monde. Entre le FSM II et le FSM III, il y a eu pas moins de sept autres forums qui ont été organisés : le Forum social thématique sur la dette à Buenos Aires au mois d'août 2002, le Forum social européen à Florence en novembre, le Forum social thématique à Ramallah en Palestine et le premier Forum social Maroc à Bouznika en décembre, le Forum social africain à Addis Abéba, le Forum social asiatique à Hyderabad et le Forum social pan-amazonien à Bélem, tenus tous les trois en janvier 2003. On prévoit, pour l'année à venir, un second Forum social européen à Saint Denis du 12 au 16 décembre, un Forum social méditerranéen en Espagne, un Forum social des Amériques à Quito, un Forum social de l'Amérique du Nord, qui devrait se tenir de part et d'autre de la frontière séparant les États-Unis et le Mexique, un Forum social Canada-Québec, sans compter les nombreux forums de moindre envergure.

Le FSM IV, quant à lui, aura lieu en Inde et il devrait revenir à Porto Alegre l'année suivante, en 2005. Par la suite, les forums devraient avoir lieu en alternance à Porto Alegre durant les années impaires et se déplacer ailleurs dans le monde durant les années paires.

Le mouvement citoyen mondial

Comme on le voit, aussi important et aussi médiatisé soit-il, le FSM n'est pas qu'un événement, c'est d'abord et avant tout un point de rencontre où viennent, une fois par an, converger des organisations et des mouvements issus des quatre coins du monde. Le FSM rassemble les mouvances, les positionnements, les contestations et les mobilisations qui ont déjà été mises en place et qui ont déjà fait leurs marques à un moment précis de leur trajectoire militante. On le voit à la seule énumération des quelque 118 organismes qui sont membres du CI : on y retrouve aussi bien des organisations bien en selle comme Greenpeace ou Global South, des organisations syndicales au membership important comme l'AFL-CIO avec ses 13 millions de membres, des centres de recherche comme CLACSO ou le TNI, pour ne nommer

que ces deux-là, ainsi que des mouvements issus d'initiatives récentes, comme la Marche mondiale des femmes ou l'Alliance sociale continentale, un réseau qui, à son tour, ne regroupe pas moins de trente organismes engagés dans la lutte contre le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) à l'échelle des trois Amériques. S'il fallait décompter de la sorte les coalitions dans les coalitions, insérées les unes dans les autres comme des poupées russes, nous en viendrions rapidement à calculer en milliers. Mais cet aspect quantitatif n'est pas le seul qui nous intéresse ici, car il faut compter également avec une autre dimension qui est celle des appartenances multiples, c'est-à-dire de ces organisations et mouvements qui poursuivent plusieurs objectifs et qui sont impliqués dans plusieurs dossiers à la fois. C'est sans doute un des indicateurs intéressants de la démultiplication des fronts de luttes à l'âge de la globalisation que cette présence simultanée des mêmes organisations et associations dans plusieurs réseaux différents en même temps. C'est ainsi que l'on retrouve la plupart des grandes centrales syndicales des Amériques aussi bien à l'ORIT, dans les coalitions nationales sur le libre-échange, au sein de l'ASC, voire également dans l'une ou l'autre des coalitions contre la privatisation de l'eau, de l'enseignement, de la santé et des services publics. Ces présences multiples contribuent-elles à renforcer les mobilisations ou favorisent-elles l'éparpillement des ressources et des énergies? Peut-on faire autrement, compte tenu de la dispersion et de la superposition des fronts de luttes? Peut-on choisir entre mobiliser contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), contre la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ou contre la ZLEA?

À la lumière de ce qui a été souligné plus tôt concernant la place du politique au FSM même, il ressort deux façons d'interpréter la transnationalisation de leur action de la part de ces mouvements et organisations : la première y voit un effet de prise de conscience vis-à-vis de la globalisation des enjeux que ces organisations et mouvements portent, l'autre y voit plutôt l'effet ou le résultat d'une véritable expulsion de l'arène politique opérée par les pouvoirs en place, expulsion consécutive à la sanction d'un nouveau mode de gestion du bien public et des patrimoines collectifs.

À un premier niveau, nous aurions affaire, comme le souligne François Houtart, à « une délégitimation du système économique »⁹, mais à un autre niveau, il s'agit également, et surtout peut-être, d'une radicale remise en question des pouvoirs constitués de la part des acteurs sociaux, remise en question consécutive à l'obstination dans laquelle les pouvoirs en question se sont emmurés en renonçant à exercer les prérogatives inhérentes à leurs fonctions de protecteurs et de défenseurs du bien public et des patrimoines collectifs, quand ils ont choisi la voie de la privatisation. Car il y a, par derrière ce que l'on identifie un peu sommairement comme le recours à une option néo-libérale, quelque chose de beaucoup plus grave qui est en train de se passer. Les pouvoirs institués opèrent une véritable inversion de rôles et de fonctions quand ils renoncent à être les mandataires du bien public pour se transformer en propriétaires; c'est à ce titre qu'ils prétendent tenir la légitimité pour brader les avoirs collectifs, des avoirs qui sont souvent eux-mêmes le résultat de luttes gagnées de haute main par les citoyennes et les citoyens du pays. Mais aucune constitution n'accorde la propriété des biens collectifs aux gouvernements; ce sont des peuples ou ce sont des

nations qui détiennent la propriété des richesses naturelles, des lacs et des rivières, des biens collectifs et des patrimoines, les gouvernements n'en sont que les gestionnaires. Ils n'ont pas le droit de les aliéner, et si même ils s'arrogeaient le droit de céder ou de vendre, ils n'ont pas le droit de libre disposition des produits de ces ventes. On voit alors pourquoi nous avons proposé de qualifier de prédateur l'État qui s'arroge le droit de transférer la propriété collective en propriétés privées.

On voit alors aussi pourquoi, face à de telles contraintes issues des hauteurs mêmes des États, seule la mobilisation citoyenne mondiale offre pour le moment une voie de sortie, d'autant que le retour vers quelque forme de providentialisme ou de protectionnisme à grande échelle ne passe plus seulement par un État, mais par la communauté des États.

Notes

¹ À titre de comparaison, le FSM II avait rassemblé 51 000 participants et organisé 800 ateliers, tandis que le FSM I en avait réuni 10 000 et organisé une centaine d'ateliers.

² Le PT a néanmoins conservé la mairie de Porto Alegre.

³ Les étrangers que nous étions ne sont pas près d'oublier ce petit quatrain chanté et scandé par les manifestants dansant dans les rues : « Ô Ô Ô Lula! Luuuuula!/Eu quero ver/ o plebiscito contra ALCA/acontecer! », c'est-à-dire : « O Lula! Je veux que le plébiscite contre la ZLEA se fasse ! »

⁴ À la vérité, comme on l'a vu lors de l'organisation successive des premier et deuxième Sommets des peuples des Amériques, on a beau multiplier le nombre de participants et celui des ateliers, il n'en reste pas moins que tous ces enjeux se ramènent assez aisément à dix, voire douze enjeux que l'on peut qualifier de « sectoriels », même s'ils ne sont pas autonomes ni étanches, loin de là, et des enjeux « transversaux », en ce sens qu'ils traversent les premiers de part en part. Les douze grands enjeux sectoriels, ce sont : les droits humains, les questions autochtones, la santé, l'éducation, l'environnement, le rôle de l'État et le déficit démocratique (qui, à son tour, recouvre tout un ensemble de questions touchant aux pouvoirs exécutifs, aux parlementaires et au pouvoir judiciaire), le travail et le syndicalisme, les mouvements populaires et l'opposition à la libéralisation extrême, le développement durable ou soutenable et les autres questions économiques comme l'investissement, l'agriculture, la propriété intellectuelle et la diversité culturelle. Les deux grands enjeux transversaux, ce sont les femmes et les voies alternatives à la libéralisation globale, ces deux-ci devant permettre d'intégrer les enjeux dits « sectoriels » à l'intérieur d'une démarche d'ensemble. Ceci dit, il ne faudrait pas sous estimer l'ampleur du débat encore à faire autour de cette nomenclature, puisque plusieurs croient et soutiennent que ce sont les enjeux transversaux qui sont les plus nombreux et les enjeux sectoriels l'exception. Enfin, il faut ajouter que, conjoncture oblige, cette fois-ci la question de la guerre en Irak est apparue comme un enjeu incontournable.

⁵ Le CI est une des trois instances du FSM; il est constitué des quelque 118 organisations suivantes : 50 Years is Enough, l'Association brésilienne des organisations non-gouvernementales (ABONG), Australian Council of Trade Unions (ACTU), American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), Africa Trade Network, Alternative Information on Development Center (AIDC), Agencia Latinoamericana de Informacion (ALAI), Associação Latino-Americana de Pequenos e Medios Empresarios (ALAMPYME), Alianza por un Mundo Responsable, Plural y Solidario, Associação Latino-Americana de Organismos de Promoção (ALOP), Alternative Information Center, Alternatives, Amigos de la Tierra/Friends of the Earth, APRODEV, Arab NGO Network for Development, Asian Regional Exchange for New Alternatives (ARENA),

Articulacion Feminista Marco Sur, Alliance sociale continentale (ASC), Asociacion para el Progreso de las Comunicaciones (APC), Assemblée européenne des citoyens, Assembléia das Nações Unidas dos Povos, ATTAC-France, ATTAC-Brésil, Bankwatch Network, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), Canadian Council/Conseil des Canadiens, Caritas Internacionalis, Comissao Brasileira de Justiça e Paz (CBJP), Consejo de Educacion de Adultos de América Latina (CEAAL), CEDAR Internacional, Centre d'Études et d'Initiatives de Solidarité Internationale (CEDETIM), Central de Trabajadores Argentinos (CTA), Confédération Européenne des Syndicats (CES), CETRI, Coopération internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE), Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), Associação Brasileira de Empresarios pela Cidadania (CIVES), Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Canadian Labour Congress (CLC), Confédération Mondiale des Travailleurs (CMT), Confederacion de Nacionalidades Indigenas del Ecuador (CONNAIE), Congreso Nacional Indigeno de México, Conselho Mundial de Igrejas, Coordinacion del Foro « EL Otro Davos », Coordinadora de Centrais Sindicais do Cono Sur, Corpwatch, Congress of South African Trade Unions (COSATU), Central Unica dos Trabalhadores (CUT), Encuentros Hemisfericos de Lucha contra el ALCA, Environnement et Développement du Tiers Monde (ENDA), FAMES-Sénégal, Frente Continental de Organizações Comunitarias (FECOC), Food First International Action Network (FIAN), Fédération Internationale des Droits Humains (FIDH), Funders Network on Trade and Globalization (FNTG), Focus on the Global South, Foro de Cooperacion entre Sociedades Civiles de América Latina, el Caribe y Europa (Foro ALCE), Forum Dakar, Forum Mondial des Alternatives, Forum of the Poor, Forum Social Italiano, Global Exchange, Global Policy Network, Greenpeace, Gritos dos Excluidos, Habitat International Coalition, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE), Consejo Internacional de Educacion de Adultos (ICAE), International Federation of Alternative Trade (IFAT), International Forum on Globalization (IFG), International Gender and Trade Network, International Rivers Network, Inter Press Service (IPS), Jubilee South-Asia, Jubilee South-Africa, Jubilee 2000, Jubileu Sul América Latina, Korean Confederation of Trade Unions (KFTU), Law Research Action Network, Mouvement des Sans-terre (MST), Narmada, Network Institute for Global Democratization (NIGD), North-South Center, Continental Organization of Latin American and Caribbean Students (OCLAE), Oneworld, Organization of African Trade Unions Unity, Organisation Régionale Interaméricaine des Travailleurs (ORIT), OXFAM International, Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo, Public Citizen, Red Latinoamericana Mulheres Transformando a Economia, Agricultura Camponesa e Modernizaçao (Rede APM), Rede Dawn de Mulheres, Rede de Solidaridade Asia Pacifica, Rede Latino Americana e Caribenha de Mulheres Negras, Rede Mulher e Habitat, Rede Mundial de Mulheres pelos Direitos Reprodutivos, Rede Palestina de ONGs (PNGO), Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, Rede Transformel, REPEM, Southern Initiative on Globalization and Trade Union Rights (SIGTUR), Social Watch, Solidar, Transnational Institute (TNI), Third World Network (TWN), Union Geral de Camponeses e Coop Arabes, Via Campesina, Marche Mondiale des Femmes, Znet.

Bien sûr, le nombre des organisations qui participent activement aux réunions du CI est beaucoup moindre et il dépend, dans une grande mesure, du pays où elles se tiennent.

⁶ Les deux autres instances du FSM sont le Comité organisateur (CO) et le Conseil brésilien (CB). Le premier est composé de huit entités brésiliennes représentant divers secteurs de la société civile, à savoir : ABONG, ATTAC, la Commission brésilienne Justice et Paix (CBJP), CIVES, la CUT, IBASE, MST et le Réseau social Justice et droits humains. Le conseil, quant à lui, assume la responsabilité du secrétariat du FSM et il comprend les mêmes entités que le CO. En plus de contribuer à la construction du FSM au niveau national, il a pour tâche de stimuler la création de comités locaux de mobilisation,

d'organiser les événements préparatoires au forum lui-même et d'apporter son appui à l'organisation des autres rencontres mondiales.

⁷ F. Fukuyama, *The Great Disruption. Human Nature and the Reconstitution of Social Order*, Touchstone, New York, 2000, pp. 234-5.

⁸ Voir : *O Estado de S. Paulo*, « Para economista, governo pode nao cumprir promessa », 25 janvier 2003, p. H4.

⁹ Voir : F. Houtart : « La mundializacion de las resistencias y de las luchas contra el neoliberalismo », in José Seoane et Emilio Taddei, coord. *Resistencias mundiales. De Seattle a Porto Alegre*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 63-69.